

Irlande : avec un excédent de 24 milliards d'euros, le gouvernement a promis une pluie de cadeaux lors du vote de son budget

Clémence Pénard, Podcast « Comprendre le monde », 10 octobre 2024.

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/comprendre-le-monde/irlande-avec-un-excedent-de-24-milliards-d-euros-le-gouvernement-a-promis-une-pluie-de-cadeaux-lors-du-vote-de-son-budget_6801691.html

Exploitation pédagogique

1. Quel est le montant de l'excédent irlandais en 2024 ?
2. Quels sont les facteurs explicatifs de cet excédent ?
3. Selon vous, pourquoi les autres pays européens font-ils pression pour que l'Irlande remonte son taux d'imposition sur les sociétés ?
4. Pourquoi certains économistes critiquent-ils les mesures budgétaires annoncées par le gouvernement ?

Corrigé

1. En 2024, l'excédent irlandais s'élève à 23,7 milliards d'euros, soit 4,7 % du PIB irlandais, en forte hausse par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'explique notamment par la condamnation de la firme Américaine Apple par la CJUE (Cour de justice de l'Union européenne) à payer 10 milliards d'euros pour arriérés d'impôts non versés à l'État Irlandais.
2. Cet excédent s'explique principalement par la présence massive de grandes firmes multinationales en Irlande, notamment dans le secteur de la tech. Ces firmes, bien souvent américaines, s'implantent en Irlande pour bénéficier à la fois d'une certaine proximité culturelle (culture anglo-saxonne) ainsi que de taux d'imposition sur les sociétés parmi les plus bas en Europe (12,5 %, relevé récemment à 15 %), qui leur permettent de minimiser leurs impôts.
3. Les autres pays de l'Union européenne estiment que la politique menée par l'Irlande en termes de taux d'imposition des sociétés s'apparente à une forme de « dumping fiscal ». En effet, la baisse de la fiscalité irlandaise contribue à drainer les investissements des grandes firmes multinationales en Irlande, au détriment des autres pays de l'Union qui se retrouvent alors privés de certains investissements et de rentrées fiscales auxquels ils auraient pu prétendre. Ce type de politique fiscale encourage une concurrence fiscale entre États au niveau de l'Union européenne, qui contribue à une diminution généralisée des taux d'impositions sur les sociétés, entraînant un assèchement des recettes fiscales permises par cet impôt. Le dumping fiscal tend alors à se transformer en dumping social, à travers la diminution des dépenses sociales.
4. Certains économistes critiquent les mesures budgétaires du gouvernement irlandais car ils estiment que l'excédent devrait être investi dans des projets structurels (permettant de développer le potentiel de l'économie irlandaise) plutôt que redistribué sous forme de « cadeaux fiscaux » (baisses d'impôts, subventions directes). Ces mesures, bien qu'appréciées des citoyens, viseraient principalement à augmenter la popularité du gouvernement plutôt qu'à renforcer la croissance potentielle de l'Irlande.